

La politique des partis de gauche et syndicats

1) La caution honteuse du PCF au programme électronucléaire du gouvernement

Georges Marchais avait eu, lors de sa venue en Bretagne, au début de 1979, à Carhaix, des propos pro-nucléaires que les propagandistes d'EDF et du gouvernement n'auraient sans doute pas espérés.

Pour le PCF, le nucléaire c'est le progrès technique, dans lequel ils veulent aussi une confiance totale, indépendamment des conséquences dramatiques maintes fois répétées par les antinucléaires, et qui

n'ont pas de solutions techniques en l'état actuel des connaissances. Mais l'argumentation se résume essentiellement dans la volonté de promouvoir l'indépendance nationale et la croissance économique dans cette société capitaliste. Ceci est présenté dans le cadre de l'émancipation « démocratique » des travailleurs et de la « *transition pacifique au socialisme* ».

Ces deux objectifs, le PCF se plaçant dans une perspective de gestionnaire de cette société, impliquent tout naturellement de gérer les affaires de la bourgeoisie dont le nucléaire. Dans la ligne de l'indépendance nationale, le PCF se pro-

nonce pour la filière française des surgénérateurs Phénix, qui, en fait, est financée par des capitaux européens et que les autres pays ont abandonnés, vu les risques et les déboires encourus. Et pour moraliser un peu les affaires qui se nouent au profit des multinationales autour de la construction des centrales, le PCF propose la nationalisation de l'électronucléaire et la diversification des sources d'énergie, avec le charbon pour cheval de bataille. Comme si les nationalisations dans une économie de marché dégageaient les sociétés concernées des obligations et contraintes de ce marché. L'exemple d'EDF qui fait la politique des trusts multinationaux est là pour le prouver.

Cette prise de position pro-nucléaire est également bien commode pour éviter de répondre aux questions concernant la mise en route des centrales nucléaires dans des pays comme l'URSS et bientôt peut-être la Chine. La propriété privée des moyens de production est abolie et donc les lois de l'économie de marché. Le choix des centrales nucléaires met encore à jour la nature des bureaucrates qui font de tels choix contre les intérêts, la santé des travailleurs et l'avenir de l'humanité. Bureaucratie qui a exclu toute possibilité aux travailleurs de participer aux décisions, détruit la démocratie ouvrière et les libertés, véritable cancer greffé sur l'Etat ouvrier.

Pourtant la critique la plus vive que le PCF fait au programme électronucléaire du gouvernement porte sur l'absence de consultation démocratique. On pourrait déjà se poser quelques questions sur les modalités que le PCF voulait donner à ce débat, lorsqu'il refusait obstinément de se joindre à la lutte pour le moratoire et l'arrêt de la construction des centrales et le projet de référendum.



Le rassemblement de la Pointe du Raz : soixante mille personnes